

# Macron de nouveau sur le terrain veut faire du lycée pro une "cause nationale"

(AFP) -

Faire des lycées professionnels une "cause nationale". Emmanuel Macron a présenté jeudi sa réforme, financée à hauteur d'un milliard d'euros supplémentaires par an, lors d'un déplacement en Charente-Maritime où les opposants à la réforme des retraites ont essayé à nouveau de se faire entendre.

Le chef de l'État, qui veut reprendre la main après plusieurs mois de crise et poursuit ses visites de terrain au rythme d'une à deux sorties par semaine, n'a pas croisé de manifestants en arrivant au lycée technologique et professionnel Bernard Palissy à Saintes.

Ils étaient maintenus à bonne distance, en vertu d'un arrêté préfectoral pris mercredi soir, interdisant les manifestations ou attroupements dans un périmètre de 500 mètres autour de l'établissement par crainte de "troubles à l'ordre public".

A l'intérieur du lycée, Emmanuel Macron a confirmé un investissement d'"un milliard d'euros par an" supplémentaire pour la filière, avec l'objectif d'"aller vers 100% d'insertion professionnelle", en faisant de ces lycées "une voie par choix".

Le chef de l'État a rappelé un chiffre "cruel": au niveau national, seulement 40% des jeunes diplômés des lycées professionnels trouvent un emploi six mois après l'obtention de leur diplôme. Cela concerne "un tiers de nos jeunes et c'est plutôt un tiers de nos jeunes qui ont eu plus de difficultés avant".

Il a vanté les mérites et le succès de l'apprentissage, qui repose sur l'alternance entre enseignement théorique et contrat chez un employeur, justifiant que certaines filières de lycées professionnels, sans débouché sur le marché du travail, soient "fermées".

Il a, en outre, détaillé des mesures de lutte contre le décrochage scolaire mais aussi assuré que "l'engagement des enseignants de lycée pro" serait reconnu par des hausses de salaires "avec un effort encore significatif et redoublé" dans la mesure où ces derniers acceptent de nouvelles tâches.

Concernant les stages, dont la durée sera augmentée de moitié en terminale pour ceux qui souhaitent aller vers l'emploi, M. Macron a promis la création d'indemnités de 50 à 100 euros par semaine de stage à partir de la rentrée 2023.

Prise en charge par l'État, cette indemnité qui n'existait pas du tout auparavant "est à la fois une mesure de justice et de mérite", a dit le chef de l'État. "C'est reconnaître que c'est un travail qui est demandé aux élèves".

En France, un tiers des lycéens, soit environ 621.000 élèves, sont scolarisés en lycée professionnel, un public souvent "fragile, jeune et hétérogène", selon une conseillère présidentielle.

Se disant "surpris par un bon discours", le secrétaire général du Snetaa-FO (majoritaire), Pascal Vivier, a apprécié que le président n'ait "pas stigmatisé le lycée professionnel comme étant la cause du problème" et ait "rappelé que les élèves arrivent dans nos établissements en étant éreintés".

Il s'est dit en revanche, auprès de l'AFP, "plus mitigé sur la refonte de la carte des formations". Sa collègue du Snuep-FSU, Sigrid Gérardin, s'est inquiétée qu'avec les "100% d'insertion professionnelle", "les élèves de la voie professionnelle sont destinés à aller vers le marché de l'emploi, plutôt que vers la poursuite d'études".

- Étape surprise? -

M. Macron était accompagné des ministres de l'Éducation nationale Pap Ndiaye, du Travail Olivier Dussopt, en première ligne sur les retraites, et de l'Enseignement professionnel Carole Grandjean.

Une table-ronde s'est tenue avant l'arrivée du chef de l'État avec les personnels du lycée, grâce à un groupe électrogène, l'électricité ayant été coupée. Dans d'autres déplacements présidentiels, de telles coupures avaient été revendiquées par la CGT.

Après ses annonces, M. Macron a longuement déambulé parmi les lycéens, ironisant en réponse à une question sur le financement du milliard annuel supplémentaire: "je fais des réformes, parfois impopulaires pour ça", a-t-il répliqué en référence au recul de l'âge de départ à la retraite à 64 ans.



Va-t-il ensuite faire une étape surprise pour montrer qu'il peut échanger avec les Français malgré la vive hostilité ? Rien n'est prévu à ce stade, selon l'Élysée.

A Saintes, des manifestants, munis de casseroles, avaient réussi à se rapprocher du lycée Palissy en remontant la voie ferrée et, selon un journaliste de l'AFP, le bruit des casseroles et des slogans "Bassines, retraites, même combat" s'entendait au loin en entrant dans l'établissement. Le trafic SNCF a été interrompu.

"Le mouvement rassemble tous les milieux et tous les âges, partout en France, il serait temps qu'ils se posent les bonnes questions", a déclaré Mathilde Canivet, 33 ans, à l'AFP. "On en a ras-le-bol d'être méprisés", a ajouté cette agente d'Enedis.

Afp le 04 mai 23 à 14 51.

